

EUGÈNE DE MASQUARD

D^r MARRON, JACQUES ET JÉRÉMIE BONHOMME

ÉTUDE
DE
SOCIOLOGIE PRATIQUE

Dites donc enfin, au lieu de déclamer et de faire de l'esprit, comment l'État se passera d'impôt et comment le peuple se passera de travail ?

Est-il indifférent, pour une nation, de vivre en travaillant, ou de mourir en empruntant ?

PROUDHON, *Contradictions économiques ou philosophie de la misère.*

Prix : 30 centimes franco

et gratis pour les Bibliothèques communales et les Etablissements d'instruction publique qui en feront la demande directement à l'auteur

NIMES

A LA REVUE DU MIDI, RUE DE LA MADELEINE, 21

ET CHEZ L'AUTEUR A SAINT-CÉSAIRE-LES-NIMES

Monsieur le Président du Conseil Général :

Je viens, avec de nouvelles raisons à l'appui, renouveler les instances que j'eus l'honneur de vous adresser, pour la session d'avril, en faveur du vœu qui fait le sujet de *l'Etude* qui suit :

En 1868, dans la préface de mon ouvrage : *Les Maladies des Vers-à-soie*, je disais : « Poussons tous et de toutes nos forces vers l'agriculture, il en est tout juste temps. » Et, faisant allusion à l'haussmannisme, toujours en honneur, j'ajoutais : « Rome agricole a conquis le monde, et la Rome des palais, des arcs-de-triomphe, des temples, la Rome des grands travaux publics ne sut que courber la tête devant une poignée de barbares. »

En 1891, dans l'introduction de mon *Etude d'économie sociale*, j'ai dit : « Agriculteurs, sortez donc enfin de votre long sommeil, levez-vous comme un seul homme pour courir à la défense de vos intérêts, si gravement compromis....., si vous ne voulez voir la misère, qui est déjà à votre porte, entrer dans la maison et s'asseoir pour toujours à votre foyer. »

Aujourd'hui je dirai à tous les citoyens intelligents, à tous les pères de famille qui voient avec effroi pour leurs enfants l'encombrement de toutes les carrières : N'attendons pas d'être au fond de l'abîme pour nous occuper des moyens de ne pas y tomber ; cessons, avant tout, nos sottises et puéres querelles politiques ou religieuses, fomentées par la ploutocratie pour détourner l'attention des réformes qui diminueraient ses innombrables privilèges, et unissons-nous contre l'ennemi commun, l'économisme, qui, en prêchant un individualisme féroce, a semé partout la désunion, la haine et la guerre.

Par une sorte d'application de la loi Trévenenc, les Conseils Généraux doivent prendre l'initiative de la lutte contre l'ennemi commun en adoptant mon vœu et en le renouvelant à chaque session jusqu'au succès, car il y va de la prospérité matérielle et morale de la France, comme je crois le prouver dans l'étude ci-jointe que j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de recommander à votre intelligente et patriotique attention, à celle de vos honorables collègues et de M. le Préfet.



ÉTUDE DE SOCIOLOGIE PRATIQUE

M. Trial et le terrianisme. — Le Congrès de l'Association protestante à Bordeaux. — La Réunion d'Études sociales de Saint-Quentin. — Le Congrès ouvrier de Reims. — Le Congrès du Crédit populaire à Nîmes. — La Société des Agriculteurs de France. — Les Conseils Généraux. — Conclusion.

M. TRIAL ET LE TERRIANISME

Dans le toast que j'ai eu le plaisir de porter au banquet en l'honneur de notre éminent compatriote M. G. Boissier, j'ai dit : « Le culte exagéré de Mercure nous a donné une société où l'honnête homme est trop souvent obligé d'agir en coquin pour gagner sa vie, il faut aujourd'hui créer une société où le coquin soit obligé d'être intègre pour vivre. « Cette société nous ne pourrions y arriver que par le retour au culte de l'honnête Cérès (1). »

Tous ceux qui ne sont pas atteints de cet aveuglement fin de cycle dont Jupiter à de tout temps affligé ceux qui n'ont pas su ou voulu se servir de leurs yeux en temps utile, s'accordent à reconnai-

(1) Voir le compte rendu du dit banquet dans la *Revue du Midi* d'avril 1896 et voir à la fin les autres parties du toast.

tre que le salut de la société actuelle est dans : « LE RETOUR A LA TERRE. »

Sous ce titre M. Louis Trial a publié dans *La Revue du Midi*, de septembre 1895, une très remarquable étude dans laquelle, s'appuyant sur l'excellente brochure de M. Lessard : *Le socialisme pratique par le retour à la terre*, il plaide très brillamment et gagne la cause du *terrianisme*, doctrine sociale qui donne pour base à toutes les réformes la prospérité de l'agriculture, selon la belle maxime de Sully : *Labourage et pastourage sont les mamelles de l'État*; maxime que nous avons délaissée pour celle : *Agiotage et transportage sont les mamelles de l'État*, et d'après laquelle tous nos grands travaux publics sont faits dans l'intérêt de la spéculation et de l'industrie des transports.

C'est en vertu de cette maxime nouvelle et *progressiste* que nos législateurs et nos gouvernants, pendant que la sécheresse désole de plus en plus chaque année la France, au lieu de travailler à couvrir le pays de canaux d'irrigations, comme ils l'ont déjà couvert de chemins de fer, ne songent qu'à de nouveaux et plus gigantesques moyens de transport : canal des deux mers, Paris et Lyon port de mer, — canal de Marseille au Rhône qui serait, ce dernier, le rejet définitif des canaux d'irrigation du Rhône qui dorment dans les cartons du Sénat et dont l'utilité se fait de plus en plus sentir pour, non seulement sauver le midi d'une ruine irrémédiable, mais pour mettre l'industrie nationale en mesure de soutenir la concurrence étrangère, en lui fournissant la main d'œuvre à de meilleures conditions par l'abaissement du prix de la vie, résultat certain de la grande

abondance d'aliments que donnerait les canaux du Rhône d'abord et puis un système de canaux d'irrigation couvrant toute la France.

Comme je l'ai dit au congrès ouvrier de Marseille en 1893, où j'avais été délégué par les agriculteurs de St-Césaire-les-Nîmes.

Avec l'irrigation, ce ne serait bientôt plus les ruraux, mais leurs produits qui viendraient encombrer les villes, ce qui changerait bien la face des choses.

J'en reviens à M. Trial, avec lequel je suis complètement d'accord sur la nécessité du retour à la terre et qui veut bien emprunter quelques passages à mes diverses publications sur le même sujet ; mais sur les voies et moyens l'accord disparaît, comme on va le voir :

« Reste à savoir, dit M. Trial dans le cours de sa savante dissertation sociologique, par qui s'opèrera le retour à la terre ? Et, après avoir fait le procès du peuple avec peu d'indulgence, il conclut : « Non, le salut par le retour à la terre ne peut venir du peuple lui-même. »

Puis il cite la réponse suivante que j'eus l'honneur de faire dans le *Petit Républicain du Midi* à son affirmation négative publiée dans *La Revue du Christianisme pratique*.

« Très contestable s'écrie M. Eug. de Masquard ; si le peuple a des ignorances, des passions, des vices... qui le mettent à la merci des plus détestables influences ce n'est pas à lui qu'il faut s'en prendre, mais à ceux chargés de son éducation intellectuelle et morale. » Dans tout ce qui précède, répond M. Trial, nous n'avons pas dit autre chose ; mais de

ce que nous sommes d'accord (pas complètement), pour désigner les auteurs responsables de l'abandon de la terre, en résulte-t-il que le peuple ne soit pas actuellement ignorant, passionné, vicieux, incapable de revenir de lui-même à la terre ?

Ce jugement me paraît sévère et même injuste : A tout prendre, le peuple n'est pas relativement plus ignorant, ni plus passionné, ni plus vicieux que les autres classes de la nation dont il fait partie, comme base conservatrice et productive, recevant l'impulsion, bonne ou mauvaise des classes plus fortunées, mais ne la donnant jamais (1). Voilà pourquoi on ne doit jamais le juger en le séparant du bloc dont il fait partie et dont il est peut-être, le seul élément qui ne soit pas entièrement corrompu.

Et en effet, c'est sur l'honnêteté, sur la croyance au bien qui existe encore au fond de l'esprit du peuple, disent certains, que vit la société actuelle, avec toutes ses iniquités.

C'est à cause de sa croyance au bien que le peuple est si facile à tromper ; plus sceptique, plus roublard, on lui ferait moins facilement jouer le rôle de Maître Corbeau.

Le peuple, ou pour ne plus faire de l'individualisme de classe, disons l'homme est un intelligent canari, d'autres disent serin, capable de chanter tous les airs du monde, les plus discordants comme les plus harmonieux pourvu qu'on les lui serine le temps nécessaire pour qu'il les apprenne.

Et comment le peuple serait-il resté sans vices,

(1) L'imprévoyance, le goût des plaisirs, la débauche, l'alcoolisme sont choses courantes dans tous les rangs de la société ! » — M. de Boyve, discours d'ouverture du congrès de Bordeaux. 1895.

avec les exemples démoralisants qu'il a constamment sous les yeux et lorsqu'on lui serine sur tous les tons des maximes comme celle-ci :

— « *La vertu sans argent est un meuble inutile,* » — odieux mensonge que tant de perroquets, sans plumes, se plaisent à répéter sottement et journellement.

La vertu est au contraire le seul meuble que puissent acquérir ceux qui n'ont pas d'argent ; c'est le vice sans argent qui est un meuble inutile et même des plus dangereux à posséder.

En effet à quoi sert d'avoir des vices si l'on n'a pas l'argent nécessaire pour les satisfaire ? On vole, on tue pour voler et l'on va mourrir en prison ou sur l'échafaud. Voilà où conduit le vice sans argent.

On lit dans un ouvrage japonais sur la sériculture : « *l'éducation fait l'homme, il en est de même du ver à soie.* (1) »

Les Chinois sont tellement persuadés de cette vérité que c'est l'éducation qui fait l'homme, que lorsqu'un citoyen a accompli une action méritoire, c'est surtout le père qu'on récompense, pour avoir bien élevé son enfant. S'il y a faute ou crime, le coupable est puni et le père aussi (2).

Bref ! que celui qui croit avoir accompli tout son devoir comme éducateur ou moralisateur du peuple lui jette la première pierre.

Malheureusement en France, en Europe, avec

(1) Voir les documents extraits des auteurs chinois et japonais qui se trouvent dans mon ouvrage : *Les maladies des vers à soie et les moyens de les prévenir. Au Moniteur des soies*, Lyon.

(2) *La cité chinoise*, par E. Simon et *les Chinois peints par eux-mêmes*, par Tchém-Ki-Thon.

l'intensité toujours croissante de la lutte pour la vie, les besoins factices du luxe, la fièvre du gain rapide, etc., personne n'a plus le temps de s'occuper sérieusement de l'éducation du peuple, pas même de celle de ses propres enfants.

Par éducation, j'entends celle qui fait de l'homme un citoyen utile aux autres et non celle qui en fait un individualiste, un agioteur, un littérateur ou un politicien ignorant les notions les plus élémentaires de de la science sociale.

« D'où viendra donc le salut par le retour à la terre... s'il vient ? continue M. Trial, « Évidemment d'en haut. De l'aristocratie intellectuelle et morale, des pouvoirs publics enfin réveillés. »

Suit une foule d'excellentes raisons pour ouvrir les yeux aux pouvoirs publics et à l'aristocratie intellectuelle et morale sur la nécessité du retour à la terre et « les engager à faire sans retard l'éducation économique et morale du peuple, de se mettre à sa tête et de résoudre la question sociale par la justice et la fraternité. » Tout cela est parfait ; mais dit M. Trial en terminant, et c'est ici qu'éclate notre désaccord. — « Voudront-ils entreprendre et mener à bien cette grande, belle et bonne œuvre ? Toute la question est là. » Non , la question n'est pas là, ai-je déjà répondu, car un pareil doute n'est pas admissible.

D'abord à propos des pouvoirs publics je dirai : Tous les gouvernements veulent durer, pour durer il faut bien faire. Donc tous les gouvernements veulent bien faire. — Cependant souvent ils font mal ? parce qu'ils sont mal renseignés, mal conseillés, qu'ils ignorent la vraie route à prendre ; et le jour où le gouvernement sera persuadé de la nécessité

du retour à la terre, il voudra y travailler de toutes ses forces ; mais le pourra-t-il, — dans l'état actuel de son ignorance économique et sociale ? Voilà la vraie question à laquelle je persiste à répondre, non !

Quant à « l'aristocratie intellectuelle et morale » je ferai remarquer à M. Trial que, douter de sa bonne volonté réformatrice, c'est nier son existence.

Une aristocratie qui, dans un siècle de pétrole, de gaz et d'électricité ignore et dort au lieu de veiller et d'agir, n'est pas une aristocratie (gouvernement des meilleurs des plus capables entendaient les anciens), mais une *soliveaucratie*, fille de ce roi que dédaignèrent les grenouilles de la fable.

Comme il a été trop sévère et injuste pour le peuple, M. Trial l'est aussi pour l'aristocratie intellectuelle et morale qui, loin de dormir, ne cesse de faire des efforts, — impuissants j'en conviens, pour étudier et résoudre la question sociale.

J'en donne pour preuve les nombreux congrès de sociologie suscités par elle en ces derniers temps, et sur quelques uns desquels nous allons jeter un coup d'œil rapide, en commençant par celui où M. Trial et moi avons eu l'honneur d'assister :

LE CONGRÈS DE L'ASSOCIATION PROTESTANTE POUR L'ÉTUDE PRATIQUE DES QUESTIONS SOCIALES TENU A BORDEAUX, EN OCTOBRE 1895.

L'assemblée, des plus distinguée, fut très nombreuse. Et sans flatterie, on peut dire qu'elle appartenait à l'aristocratie intellectuelle et morale, puis-

qu'elle était en grande partie composée de pasteurs qui, par état doivent être les meilleurs, les plus capables et le sont en effet.

La principale question à l'ordre du jour était :
« *La désertion des campagnes.* »

Deux très remarquables rapports furent présentés sur ce sujet l'un par M. Allier, professeur de philosophie à la faculté de théologie protestante de Paris, l'autre par M. Moziman, agronome, ancien capitaine de frégate et président du Comice Agricole de Castres.

La discussion de ces rapports fut des plus brillantes et des plus instructives, les nombreux orateurs qui y prirent part, entr'autres M. Trial, y dirent des choses aussi vraies, aussi justes que variées, parce que les causes de l'abandon des campagnes sont innombrables.

Mais comme le leur reprocha, avec raison, M. R. Allier, les uns ne voulurent voir que les causes morales, les autres que les causes sociales ; sans qu'aucun d'eux, tous trop littérateurs sans doute, ait cherché les causes économiques que M. Moziman, par suite de ses plus grandes connaissances pratiques, fut seul à indiquer et qui sont : *nos iniques et inégales lois douanières* qui obligent les agriculteurs à payer cher les produits manufacturés dont ils ont besoin ; parce qu'ils les achètent sous le régime d'une protection souvent draconienne ; et à vendre leurs propres produits à vil prix et souvent au-dessous du prix de revient, parce qu'ils sont forcés de les vendre sous le régime de la libre concurrence.

Comme conclusion de son rapport, l'éminent sociologue de Castres proposa au Congrès d'émettre les vœux suivants :

« 1^o Que le régime douanier qui sera adopté, libre échangiste ou protecteur, soit appliqué dans un esprit égalitaire, exclusif de tout privilège. »

« 2^o Qu'il plaise aux pouvoirs publics de faire étudier les moyens d'atténuer les répercussions désastreuses que le taux exagéré du change semble exercer sur la situation économique des campagnes (1).

Tout en approuvant les vœux formulés par M. Moziman, je proposai, avec son approbation de les compléter par les additions suivantes :

« 1^o Dans le premier vœu, après les mots : quelque soit le régime adopté, libre échangiste ou protecteur, ajouter : *ou compensateur*.

« Les droits compensateurs qui, en tenant compte des charges plus grandes et des infériorités naturelles ou artificielles qui incombent au producteur français, le mettent en situation de combattre à armes égales avec son concurrent étranger, sont plus justes et ne soulèvent pas les mêmes critiques que les droits soi-disant protecteurs, qui ne protègent pas. »

« 2^o Emettre le vœu que dans *les Lycées, les Séminaires, les facultés de théologie protestante, etc., l'économie sociale* soit enseignée, non pas en remplacement ce qui vaudrait encore mieux, *mais concurremment avec l'Economie politique*.

« Si nos législateurs, se sont souvent laissés entraîner à édicter des lois contraires, non seulement à l'agriculture ; mais contraires à la justice et à la prospérité nationale, c'est qu'il sont imbus des sophismes de l'Economie politique individualiste qui a pour principal dogme : *laissez faire et laissez passer...* »

(— Or, ce qui passe, je ne cesserai de le dire, ce

(1) Je crois que l'influence du change est beaucoup exagérée par les bimétallistes, la preuve c'est que certains pays à monnaie d'or comme l'Australie, nous font une concurrence beaucoup plus efficace que d'autres pays à monnaie d'argent. Quoiqu'il en soit, il faut tenir compte de cette infériorité.

sont les forts écrasant les faibles. La liberté n'a jamais servi et ne servira jamais à autre chose).

M. de Boyve Président rappelle que l'Association n'étant inféodée à aucune école ni à aucun parti, nos congrès ne s'interdisent l'étude d'aucune question économique ou sociale, mais qu'ils ont la sage habitude de n'émettre des votes que sur des sujets où ils sont particulièrement compétents. Or, sans vouloir tablir des distinctions tranchées entre des domaines qui se confondent souvent, on peut bien dire qu'il y a des problèmes, comme celui du *protectionisme* et comme celui du *bimétallisme*, qui sont plus spécialement du ressort de la science économique pure ou de la politique, et sur lesquels il ne serait pas prudent pour notre Association de se prononcer aujourd'hui... »

C'était le rejet pur et simple des vœux de M. Moziman et de mon vœu additionnel qui ne furent pas soumis au vote à la fin de la discussion.

Cette fin de non recevoir, entachée de partialité, s'explique par ce fait que M. de Boyve est libre-échangiste, c'est-à-dire protectionniste pour l'étranger et la spéculation. Ce préjugé déplorable que j'ai en vain combattu chez lui, comme je l'ai combattu chez les chefs de toutes les écoles socialistes contemporaines, paralyse les efforts très louables que le vaillant directeur de *l'Émancipation* ne cesse de faire pour l'étude et la solution du problème social dont il comprend l'importance, comme il l'a montré dans son remarquable discours d'ouverture.

RÉUNION D'ÉTUDES SOCIALES,
A SAINT-QUENTIN, EN SEPTEMBRE 1895.

Sous l'influence des démocrates chrétiens et com

posée d'ecclésiastiques catholiques, ce congrès s'était montré bien autrement audacieux vis-à-vis des questions économiques que le congrès de Bordeaux.

Les questions proposées à l'étude étant les suivantes :

- 1^o L'éducation sociale du clergé ;
- 2^o L'éducation sociale du peuple par le clergé ;
- 3^o Les causes du mal social ;
- 4^o Le remède social.

La place me manque pour entrer, dans aucun détail, sur les rapports qui furent présentés sur ces questions et les discussions auxquelles ils donnèrent lieu (1) Je me bornerai, pour donner un aperçu des doctrines des socialistes catholiques qui s'intitulent : « Démocrates chrétiens (2) » de mettre sous les yeux du lecteur les principaux points de leur programme que porte la couverture de leur organe : *la Démocratie chrétienne*, revue mensuelle qui se publie à Lille.

(1) A propos des débats sur l'éducation, je mentionnerai ces paroles de l'abbé Naudet : « Notre système d'éducation est apte à former non des hommes mais des moutons. »

(2) Le terme ochlocrate qui signifie partisans du gouvernement, du vrai peuple qui travaille serait peut-être plus exact ; mais ce terme un peu plus rude à prononcer est tombé dans l'oubli bien à tort. Cependant chez un peuple qui se laisse si facilement conduire par les mots, il est très important de rendre aux mots leur véritable signification, surtout en politique, la boîte au noir par excellence. Les anciens entendaient par *Aristocratie* le gouvernement des meilleurs, des plus capables, par *Démocratie* le gouvernement de la classe moyenne de la bourgeoisie et de la finance et par *Ochlocratie* le gouvernement de vrai peuple travaillant de ses propres mains. Ce dernier gouvernement ne se maintint en Grèce que dans quelques-petites républiques qui eurent la chance d'échapper à la conquête doriennne et tessalienne.

Réforme économique

RELÈVEMENT DE L'AGRICULTURE par les droits compensateurs sur tous les produits agricoles et industriels passant la frontière.

— PAR L'ÉGALITÉ DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE devant les *douanes* et les *tarifs de transport*.

— par la *Réforme des impôts, du régime de la propriété* et par l'*organisation professionnelle*.

IMPOTS. *Suppression de l'impôt foncier, des droits de transmission sur les petits héritages en ligne directe.*

— *Etablissement d'un impôt progressif sur le revenu sous toutes les formes et sur les grands capitaux de luxe improductifs.....*

LÉGISLATION DU TRAVAIL. — *Garantie légale du maximum de salaire « à commencer par les adjudications publiques... »* *Maximum d'heures de travail.* — *Suppression du travail des mères de famille dans les ateliers industriels et limitation du travail des jeunes filles.* — *Assurance obligatoire.*

COOPÉRATION. — *Développement des sociétés coopératives de consommation et de production et de la participation aux bénéfices.*

COMMERCE. — *Cessation de la liberté illimitée du commerce.* Réformes des lois sur les sociétés anonymes. Réglementation des opérations de bourse. Répression des agiotages et des accaparements.

Réforme politique

REPRÉSENTATION NATIONALE et *proportionnelle* des intérêts professionnels pour réaliser le *vrai régime démocratique*, le gouvernement par le peuple *organisé*.

.....

Ce programme, on peut en juger par ces quelques extraits, contient tout ce que les programmes socialistes les plus savamment composés portent de revendications sociales justes et pratiques.

On se demandera, comment il se fait que les *Démocrates chrétiens*, la plupart jeunes ou nouveaux venus dans l'arène sociale, aient pu aborder et trouver la solution vraie de questions « plus spécialement du ressort de la science économique pure ou de la politique, et sur lesquelles il n'aurait pas été prudent à l'Association protestante de se prononcer aujourd'hui, » au dire de son vaillant et timoré président, libre échangiste ?

C'est que les *Démocrates chrétiens* sont les adversaires et non les admirateurs des doctrines individualistes et anti-nationales de l'économie politique, et qu'en outre, ils ne lisent pas ou très rarement *le Temps*, *les Débats*, et autres organes rurophobes qui ont propagé, parmi leurs lecteurs, les idées les plus fausses sur la désertion des campagnes et sur les remèdes à y apporter.

LE CONGRÈS OUVRIER DE REIMS EN MAI 1896.

Une nouvelle réunion sous l'influence, journellement grandissante, des *Démocrates chrétiens* a eu lieu récemment à Reims. Ce congrès composé d'ouvriers a eu un assez grand retentissement dans la presse :

« Avant qu'il soit longtemps, dit à son sujet M. Gérault-Richard dans la *Petite République*, les soi-disant *Démocrates chrétiens* auront pris notre place dans la bataille sociale » (c'est facile à prévoir) « ils seront la phalange autour de laquelle se rallieront les conservateurs aux abois. » Erreur, grandissime erreur : les conservateurs des abus compren-

ment que les *Démocrates chrétiens*, avec leurs revendications sensées et pratiques sont beaucoup plus dangereux pour leurs privilèges que le socialisme marxiste dont les exagérations sont l'antidote, les conservateurs des iniquités sociales, qu'ils soient républicains ou monarchistes, resteront toujours les pires ennemis des *Démocrates chrétiens* qu'ils dénigrent et calomnient de toutes leurs forces, ce qui se comprend ; mais ce qui ne se comprend pas c'est que tant de républicains radicaux ou socialistes ne puissent comprendre qu'ils ont intérêt à constater, à augmenter cette division au lieu de la nier.

« Mais en dépit de tous ces avantages ajoute M. Gérault-Richard, ils n'opposeront qu'un obstacle passager au prolétariat socialiste, car ils n'ont pour nous combattre que des négations et d'ineptes utopies. »

Si M. Gérault-Richard avait lu le programme des *Démocrates chrétiens*, et, avec plus d'attention, les délibérations du Congrès ouvrier de Reims, il aurait vu que ce qu'il traite de « négations et d'ineptes utopies » c'est, comme je l'ai dit, ce que les programmes socialistes les plus avancés contiennent de meilleur, de plus urgent à réaliser. Comment les socialistes dits révolutionnaires se sont-ils, eux aussi, laissés mettre en retard, non pour le couronnement de l'édifice, ce qui est encore loin, mais pour ses fondements ?

Ils ne lisent pas pourtant *le Temps* et *les Débats* me dira-t-on ? Peut-être ; mais ils lisent : *la Lanterne*, *la Justice*, *le Radical*, *l'Intransigeant*, *la Petite République* et autres organes tout aussi ruopho-

bes que *le Temps*, *les Débats*, *le Siècle*, *la Liberté*, etc.

C'est pourquoi depuis plus de quarante ans que je prêche journallement le terrianisme à toutes les écoles socialistes je n'ai jamais pu leur faire comprendre que « qu'elle que soit la perfection de l'édifice social qu'elles veulent construire, il serait sans utilité, sans durée, s'il ne reposait sur la prospérité de la terre (1).

Vérité sociale que le Congrès ouvrier de Reims, non imbu des doctrines anti-rurales et anti-sociales de l'école de Manchester, a parfaitement comprise, comme je vais le montrer, en citant quelques uns des vœux émis par la section d'agriculture dudit Congrès.

« Le Congrès ouvrier chrétien :

« Considérant que l'agriculture succombe sous le poids des charges publiques qui dépassent de beaucoup les charges qui pèsent sur les autres sources de revenus ;

« Que cette inégalité de traitement vis-à-vis le commerce, l'industrie, le crédit, les moyens de production et d'échange est encore plus manifeste vis-à-vis de la production étrangère ;

« Que le code civil et encore plus la légalité aggravent cette crise par la protection ou plutôt la toute puissance qu'ils accordent à l'argent et au capital ;

« Que la ruine de l'agriculture ne peut qu'aggraver la condition des ouvriers urbains en poussant à la ville de nouveaux bras inoccupés. »

C'est absolument la thèse sur la désertion des

(1) Voir le *Terrianisme ou Socialisme national*, *Revue socialiste*, de juillet 1894.

campagnes présentée par M. Moziman au congrès de Bordeaux.

« Le congrès s'adressant au pouvoir public émet le vœu :

« Que le législateur rétablisse l'équilibre entre l'agriculture et les autres sources de la production nationale par une plus équitable répartition des charges publiques. »

C'est le premier vœu de M. Moziman.

« En attendant le rétablissement de la frappe libre de l'argent, le congrès demande que la loi établisse, sur les droits frappant les produits étrangers des pays à change avarié, une surtaxe variable proportionnelle au taux du change (1).

C'est le deuxième vœu de M. Moziman, très heureusement complété en vue de l'attente qui pourra être très longue. Et c'est aussi la mise en pratique des droits compensateurs que je préconise et qui doivent tenir compte de toutes nos infériorités y compris celle du change.

Si M. Trial veut bien comparer la timidité réformatrice du congrès de l'aristocratie intellectuelle et morale protestante qui a siégé à Bordeaux, avec l'audace louable du récent congrès ouvrier de Reims il perdra peut être un peu de sa confiance en son affirmation absolue : « que le salut par le retour à « à la terre ne peut venir du peuple lui-même (2). »

(1) Voir le compte rendu du Congrès ouvrier de Reims dans la *Démocratie chrétienne* de mai et juin 1896.

(2) Le dr Lancry dit, dans la *Justice sociale* du 7 mars, « eh oui fortune oblige. Autrefois on disait noblesse oblige, mais nous sommes sous le règne de la bourgeois-ocratie. Heureusement pour la France que le peuple lui reste ! »

VII^{me} CONGRÈS
DU CRÉDIT POPULAIRE ET AGRICOLE

tenu à Nîmes, en mai 1895

Si, malgré sa date plus ancienne j'ai, dans ma rapide revue des récents congrès de sociologie, gardé celui-ci pour le dernier, c'est à cause de sa plus grande importance.

Nous ne sommes plus en présence de l'aristocratie intellectuelle et morale protestante qui s'était réunie à Bordeaux ; ni en présence de la démocratie intellectuelle et morale du congrès catholique d'études sociales de Saint-Quentin ; et encore moins en présence de l'ochlocratie, toujours intellectuelle et morale, du congrès ouvrier de Reims (1) ; mais en présence de la plus belle réunion de l'aristocratie intellectuelle et morale laïque qui se puisse trouver. Toutes les nuances de l'arc-en-ciel des cultes, allant depuis le R. P. Ludovic de Besse, capucin, jusqu'à l'israélite Benoit-Lévy.

Or, l'on sait combien je suis l'apôtre de l'union des cultes sur le terrain de la paix sociale, parce que je ne cesserai de le seriner : c'est au moyen des querelles des cultes qu'elle ne cesse de fomenter habilement que la féodalité financière détourne

(1) S'il y a une aristocratie intellectuelle et morale il doit y avoir aussi une Démocratie et une Ochlocratie *idem* ; mais je crois que le plus correct serait de dire : *Aristocratie* tout court, en ne confondant plus avec elle, la noblesse, la ploutocratie, l'oligarchie, etc., qui très souvent ne sont composées, ni des meilleures, ni des plus capables.

l'attention des réformes qui diminueraient ses innombrables privilèges (1).

Présidé par l'infatigable et éminent sociologue M. Eugène Roustant, président de la caiss d'épargne des Bouches-du-Rhône et du centre fédératif du crédit populaire, le congrès de Nimes était composé des sociologues les plus militants et les plus éminents de France et quelques-uns venus de Belgique, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, etc. Les banques populaires, les syndicats et comices agricoles y avaient envoyé des délégués, les députés et sénateurs de la région y avaient été invités, les ministres du Commerce et de l'Agriculture s'y étaient fait représenter etc.

Et c'est sans exagération que M. de Castelnau, au nom du comité d'organisation, a pu dire, au banquet qui réunit les principaux membres du Congrès ;

« Vous appartenez tous, Messieurs, à cette race
« d'hommes que Dieu suscite dans les périodes cri-
« tiques traversées à certaines heures par les nations
« pour être les précurseurs et les préparateurs des
« grandes périodes organiques qui doivent suivre. »

Pour le détail des importantes questions qui furent traitées dans cette grande et si autorisée assemblée, je renvoie au compte rendu qui a été publié il y a peu de temps ; je me bornerai à faire connaître la très faible part que j'ai prise à ces magistrales discussions, d'autant plus que le compte rendu mentionne seulement ma communication sans en donner le texte, quoiqu'elle fut des plus brèves.

Voici ce que porte le compte rendu p. 282 :

(1) Voir mon étude sur le *Problème religieux* publié dans la *Semaine de Paris*, la *Curiosité* et la *Religion universelle*.

« M. E. de Masquard, ayant demandé à soumettre au Congrès par l'intermédiaire de M. Clavel, une communication se rattachant aux questions du crédit agricole, M. Clavel a la parole. Il fait remarquer que M. de Masquard est un des premiers qui dans la région se soient occupés de ces questions, et qu'il est depuis de longues années sur la brèche. Il donne lecture du travail de M. de Masquard.

« Cette communication intéressante, mais sortant du cadre des travaux du Congrès, ne donne lieu à aucun ordre du jour.

Voici cette communication encore inédite :

DES MOYENS POUR RENDRE EFFICACE LE CRÉDIT POPULAIRE ET AGRICOLE, LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES, ETC.

Messieurs,

Le crédit populaire, le crédit agricole, la coopération, la participation aux bénéfices, et toutes les réformes proposées par le Congrès sont d'excellentes choses; mais comment pourront-elles donner les résultats qu'on en espère si, sous prétexte de l'intérêt du consommateur devant primer l'intérêt du producteur, comme le veulent les protectionnistes pour l'étranger qui s'intitulent libre-échangistes;

Si nous prenons nos blés en Amérique, dans l'Inde, en Russie; nos laines, nos peaux en Australie, nos vins en Espagne, en Italie; nos cotonnades, nos fers, nos navires en Angleterre; notre horlogerie, nos fromages, nos bœufs, en Suisse; nos blouses, nos confectons, nos moutons en Allemagne; nos charbons, nos verreries en Belgique, nos

fenêtres prêtes à placer en Suède; nos soies, en Chine au Japon, en Syrie; nos rubans, nos soieries et nos armes en Suisse, en Allemagne et en un mot tout à l'étranger qui peut tout nous fournir à plus bas prix; parce que, ayant moins sacrifié son agriculture, les aliments sont plus abondants et l'ouvrier peut travailler à plus bas prix?

A moins qu'il ne soit entièrement gratuit, à quoi servira le crédit agricole au rural, s'il doit continuer à vendre ses produits au-dessous du prix de revient?

A quoi servira à l'urbain la participation aux bénéfices, s'il n'y a pas de bénéfices?

Vous me direz: il y en a aujourd'hui! Comment les obtient-on? En payant des salaires insuffisants, la plupart du temps, ce que rend possible la surabondance des bras dans les villes.

Sur quoi repose enfin notre prospérité factice? — sur un budget en déficit, de 3 à 4 milliards, et sur une dette de trente à trente-cinq milliards sans compter les dettes des communes. Et cette dette monumentale n'est, pour ainsi dire que le petit côté de la question; le grand côté, c'est la dépréciation incalculable de notre sol au profit des sols du monde entier dont nous sommes devenus les tributaires. Je ne parle pas de la démoralisation publique bien plus déplorable encore.

Tous nos malheurs viennent de ce que, délaissant les doctrines de Sully, pour la politique mercantile et coloniale de Colbert, nous avons voulu asseoir notre prospérité sur la ruine de l'agriculture sacrifiée à l'industrie, au commerce et à la finance.

Il faut aujourd'hui changer de méthode et, comme

le demandent les Terrianistes, mettre la pyramide sociale sur sa véritable base qui est une agriculture prospère (1). Et pour rendre à la mère nourricière des nations sa prospérité, pas n'est besoin d'avoir recours à des lois de protection qui ne protègent pas, mais à des lois d'égalité et de justice.

Comme le dit un éminent sociologue terrianiste, M. Moziman : « Tant que l'agriculture ne sera pas relevée, tant que l'industrialisme sera triomphant et que les charges imposées à l'une et à l'autre seront d'une révoltante inégalité, on aura beau faire, on ne sortira point de la crise qui menace de bouleverser la société contemporaine ; au contraire, cette crise deviendra de plus en plus aigüe, de plus en plus meurtrière.

Je borne là ces observations ayant traité en détail cette même question dans un grand nombre de brochures dont quelques exemplaires vous seront distribués.

LA SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE

Nous voici, plus encore que pour les associations précédentes, en présence de tout ce qu'on peut trouver de plus complet et de plus autorisé comme « aristocratie intellectuelle et morale. »

Cependant, malgré les efforts persévérants de cette grande et peut-être déjà trop grande société, malgré le talent oratoire et la science de ses direc-

(1) Voir le programme Terrianiste dans la *Revue du Christianisme pratique* 1893 et dans la *Revue Socialiste* de juillet 1894.

teurs et de ses principaux membres, l'agriculture n'a pas obtenu les satisfactions qu'on était en droit d'espérer de si persévérants et si louables efforts : les produits ruraux se vendent de plus en plus au dessous du prix de revient ; et, par suite, les campagnes continuent à se dépeupler et les grandes villes à s'encombrer.

Bonne volonté incontestable, mais impuissance non moins incontestable.

La cause de cette impuissance n'est pas tant ; comme le croient les agriculteurs de plein air, d'avoir trop grandement et imprudemment ouvert la porte de la société aux agriculteurs de cabinet, de laboratoire, à des financiers, à des industriels, etc., de sorte que, au grand découragement des vrais agriculteurs, des adversaires avérés, comme MM. Anatole Leroy-Baulieu, Georges Picot et autres éloquents ruropobes, peuvent venir, à la tribune de la rue d'Athènes, faire applaudir leurs sophismes économiques et libertaires, lesquels, en trompant le public, le gouvernement et les intéressés eux-mêmes, ne peuvent que retarder indéfiniment l'heure de la justice pour la grande sacrifiée.

La vraie cause, la voici, telle que je l'ai exposée à la X^{me} section, séance du 10 mars, session de 1896 :

CHERS COLLÈGUES,

Je crois que nous faisons fausse route en demandant des droits protecteurs dont l'impuissance se confirme chaque jour.

La protection est une faveur. Or, lorsqu'on s'est résigné pendant plus d'un siècle, et surtout depuis les funestes traités de 1860, au rôle de *paria*, c'est folie d'espérer les faveurs

de la protection — dont nous n'avons eu, jusqu'ici, que le simulacre.

Ce que nous devons raisonnablement demander, c'est l'égalité douanière avec l'industrie, soit dans le *dupe échange*, soit dans la protection, et mieux avec *des droits compensateurs* sur toutes les marchandises qui passent sur la frontière pour entrer ou pour sortir, selon que le proposait F. Bastiat, un vrai libre-échangiste, qui ne voulait pas sacrifier l'agriculture à l'industrie, comme l'ont fait ses prétendus disciples.

Si cette égalité, que ne peut nous refuser la justice la plus élémentaire, a tant de peine à passer dans nos lois fiscales, c'est qu'elle n'a pas encore pénétré dans l'esprit de nos législateurs, imbus, comme tous les Français, des doctrines anti-rurales, antinationales et antisociales, de l'école de Manchester, à laquelle l'État a, depuis longtemps, et, inconsciemment, livré le monopole de l'instruction économique de la jeunesse.

Voilà la source de tous nos malheurs sociaux !

Il faut donc, avant tout, sous peine de voir toujours nos efforts avorter, combattre ce monopole en émettant le vœu suivant :

« Que dans toutes nos écoles publiques, grandes ou petites, en concurrence avec la vieille économie politique, soient créés des cours d'économie sociale, dans lesquels, au lieu de l'individualisme païen qui, par la ruine de l'agriculture et l'encombrement des villes, a fait de la lutte pour la vie une lutte de bêtes féroces, on enseignerait la solidarité sociale et la nécessité du relèvement de l'agriculture par des lois d'égalité et de justice. »

Il y a longtemps que je vous l'ai dit, mes chers collègues :

« Nous roulons sur la pente de l'abîme où s'est englouti le monde romain. N'attendons pas, pour essayer d'enrayer, que tous les freins soient rompus. » (1)

(1) Voir *Etude d'économie sociale*, p. 288, chez Fischbacher, Paris, et chez l'auteur, à Saint-Césaire-lès-Nîmes, 3,50 franco.

Certes, les remèdes proposés sont nombreux (1), mais ils sont tous impuissants, parce qu'ils ne s'attaquent qu'aux effets sans remonter aux causes — dont la principale, je ne cesserai de le dire, est l'empoisonnement de l'esprit public par les fausses doctrines de l'économie politique officielle, et cela sans aucun souci de contre-poison.

C'est ce contre-poison que la Société des Agriculteurs de France doit réclamer à cor et à cri!

EUG. DE MASQUARD (2).

Ce vœu, accepté à l'unanimité dans la séance du 10 mars, par la X^me section, fut porté le 12 par son président, M. le comte de Salvandy, à la tribune de l'Assemblée générale, qui l'accepta sous une forme plus restrictive encore de l'enseignement orthodoxe, puisqu'il y est dit : « Que les manuels d'enseignement destinés aux écoles et la direction donnée en général à l'enseignement sur les questions économiques et sociales soient en tous points conformes aux doctrines défendues par la Société des Agriculteurs de France. » (3)

C'est la proscription complète de l'enseignement des doctrines antiagricoles de l'économisme manchestérien, ce qui vaudrait infiniment mieux que le partage que je réclame, lequel ne se ferait certainement pas à notre avantage.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

Session d'Avril 1896.

Encouragé par le succès obtenu par mon vœu auprès de mes collègues de la Société des Agricul-

(1) Autant de balançoires pour nous faire prendre patience.

(2-3) Voir les comptes-rendus de la session de 1869.

teurs de France, j'ai cru devoir le porter devant les Conseils généraux par la circulaire suivante, adressée à tous les présidents et à un grand nombre de leurs membres, aux Préfets, aux Maires des chefs-lieux, à la presse et aux plus importantes sociétés agricoles de chaque département :

Monsieur le Président du Conseil Général de

« J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, avec le résumé des motifs, le Vœu adopté par la Société des Agriculteurs de France, dans sa récente session, avec instante prière, si vous l'approuvez, comme je l'espère, de le soumettre au Conseil général.

« Ce Vœu, dont la réalisation est le *Carthago delenda* du relèvement financier et moral de la France, a été très favorablement accueilli par MM. le Président du Conseil, les Ministres de l'Agriculture, de l'Instruction publique et leurs bureaux, auxquels j'en ai réclamé la mise en pratique ; mais les rurophobes sont encore si puissants, que l'appui des Conseils généraux ne sera pas de trop pour aider le Gouvernement à vaincre l'opposition qu'il rencontrera de leur part.

« Dans l'espoir d'obtenir cet appui, grâce à vos soins, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, avec mes remerciements anticipés, mes salutations respectueuses et dévouées.

« EUG. DE MASQUARD, *Viticulteur*.

« Saint-Césaire-les-Nîmes (Gard), le 3 Avril 1896. »

Je ne serai complètement renseigné sur l'accueil fait à mon vœu que lorsque paraîtra le *Recueil*, qui doit être publié, de tous les vœux émis par les Conseils généraux. Pour le moment, je sais que quelques Conseils, comme celui de Seine-et-Marne et autres, quoique très favorables, ont renvoyé faute de temps

à la session d'août pour le mettre en délibération, quelques autres Conseils, parmi lesquels celui de Puy-de-Dôme et du Cher, dont fait partie M. le Marquis de Vogüé, le nouveau et très sympathique Président de la Société des Agriculteurs de France, ont fait un accueil très empressé à ma motion et l'ont adoptée dans le même esprit que la Société des Agriculteurs de France, à savoir : Que l'économie sociale soit enseignée, non pas concurremment, mais en remplacement de l'économie politique, comme je l'avais moi-même demandé dans le principe, par le projet de vœu que j'avais soumis au Congrès Agricole et Viticole de Lyon, en septembre 1894 et à l'appui duquel je disais :

« A quoi sert de soumettre un malade aux meilleures règles de l'hygiène, aux plus savantes prescriptions médicales, si une main criminelle mêle chaque jour à ses aliments, à ses tisanes, une dose d'arsenic ou de morphine.

« La main ou mieux la voix criminelle qui mêle chaque jour l'arsenic et la morphine aux aliments moraux, aux tisanes de la République, c'est celle des économistes de l'école de Manchester ; cette voix, il faut, si non la faire taire, tout au moins lui faire retirer la protection et les subventions de l'Etat, en demandant, comme le font depuis longtemps les Terrianistes :

« *La suppression, par toute la France, des cours d'iniquité politiques dits : d'économie politique.* »

« N'est-ce pas le comble de l'absurde d'employer l'argent des contribuables à faire enseigner des doctrines qui ruinent les contribuables. »

Organisé par des protectionnistes pour l'étranger et des importateurs, le Congrès de Lyon fit un très mauvais accueil à mon vœu et même, probablement pour ne pas avoir à en délibérer, la Commission des

vœux, devant laquelle j'avais défendu le mien, ne rendit aucun rapport, les supprimant tous.

Donc, j'accepte, avec le plus grand plaisir, l'aggravation fort logique et très prudente de mon vœu et suis persuadé qu'il sera voté par la grande majorité des Conseils généraux dans la session d'août partout où le préfet, comprenant l'importance de l'agriculture comme base sociale, ne se mettra pas du côté des protectionnistes pour l'étranger et la spéculation, les anti-nationalistes, qui se défendront avec leur énergie et leur habileté ordinaire.

L'insuccès de mes efforts persévérants auprès des divers partis des Chambres, me donne la conviction que c'est principalement de l'initiative des Conseils généraux qu'il faut attendre « le salut social par le retour à la terre », parce que ces Conseils contiennent moins de politiciens et de littérateurs que les Chambres, et beaucoup plus d'hommes pratiques.

Et c'est pour pousser plus vivement les Conseils provinciaux à entreprendre et à mener à bien cette grande, belle et bonne œuvre que j'ai publié cette étude, dont je les prie d'agréer l'hommage.

CONCLUSION

Sans parler, parce qu'ils sont suffisamment connus des efforts infructueux de nos législateurs, je multiplierai à l'infini les exemples pour prouver que partout, chez toutes les associations réformistes, chez toutes les écoles socialistes la bonne volonté est frappée d'impuissance ; mais c'est surtout chez le parti radical et le parti socialiste conservateur se disant révolutionnaire, que se rencontrent

les preuves les plus lamentables des effets pernicieux du virus contenu dans l'enseignement de l'économisme libertaire et individualiste.

Voilà des citoyens qui disent « détester l'oppression capitaliste » et qui cependant ont soutenu et soutiennent de toutes leurs forces les doctrines économiques sur lesquelles le capitalisme a établi sa grande puissance et comptent sur les mêmes doctrines pour prendre sa place.

Sous le fallacieux prétexte de procurer la vie à bon marché à l'urbain, ils ont aidé de leur mieux les spéculateurs et les transporteurs à faire donner à l'étranger le travail des ruraux. Ceux-ci ne pouvant plus gagner leur vie aux champs vendent à vil prix leur lopin de terre ou le laissent en friche pour aller dans les grandes villes offrir partout leurs bras au rabais et faire baisser indéfiniment les salaires.

Pour remédier à un si triste état de chose, qu'ils ont contribué à créer, qu'ont-ils trouvé dans la science tant vantée et dans le génie tant admiré de Karl Marx et de Lasalle ? La journée de 8 heures qui ne serait utile à l'ouvrier qu'avec une grande abondance de travail ; mais devient une simple fumisterie électorale, s'il n'y a pas même 4 heures de travail pour tous ceux qui en demandent.

Pour faire un civet de lièvre, dit la Cuisinière bourgeoise, — prenez un lièvre ; puis elle indique la manière de faire la sauce. — Nos cuisiniers socialistes laissent le lièvre (le travail) se sauver à l'étranger et ne s'occupent que de la sauce (la réglementation du travail).

Je crois pouvoir me dispenser, après les récents débats des Chambres sur ce sujet, de discuter ici les

doctrines collectivistes. Je veux admettre qu'elles feront le bonheur de l'humanité. Quoiqu'il en soit : Après les excès du libéralisme individualiste, qui nous ont conduits où nous en sommes, les excès de la réglementation collectiviste s'imposent pour un temps plus ou moins long.

Je me bornerai à indiquer les différences fondamentales qui séparent le socialisme *conservateur* allemand qui domine en France, du socialisme national évolutionnaire dont j'ai publié, je l'ai dit, le programme le plus complet dans la *Revue Socialiste* de juillet 1894, et dans ma profession de foi aux dernières élections législatives.

L'Ecole socialiste allemande ou marxiste est athée, conservatrice et révolutionnaire de nom seulement.

Non seulement elle conserve le parlementarisme et le suffrage agissant en foule, en cohue, lesquels ont prouvé, par une longue pratique, qu'ils ne pouvaient conduire qu'au césarisme et au triomphe de la féodalité financière ; mais elle en fait ses moyens suprêmes de succès pour s'emparer des pouvoirs publics et puis faire entrer par force le public dans le paradis collectiviste. Voilà son plan.

C'est Karl-Marx qui a émis cette grande hérésie qui est la pierre d'angle de son école : « La force est la grande accoucheuse du droit. »

La force, étant l'instrument des forts, n'a jamais accouché et n'accouchera jamais que l'oppression.

L'école socialiste nationale ou terrianiste est déiste et chrétienne, sans distinction de culte (1). Non seu-

(1) Elle doit rester déiste et chrétienne. Si elle voulait s'inféoder à un culte quelconque, elle serait, à son tour, frappée d'impuissance. C'est là son écueil (Voir mon étude: *Le Problème religieux et ses trois termes*, déjà citée).

lement elle repousse les moyens violents , mais un des principaux articles de son programme porte :

« La loi païenne du plus fort, c'est-à-dire la loi du nombre, remplacée, en tout et pour tout , par la loi française de l'arbitrage, en usage dans les anciennes communes du moyen-âge, qui avaient admirablement compris que l'arbitrage est le seul moyen de faire triompher le droit des faibles. »

Mais pour que les intérêts puissent être arbitrés, il faut qu'ils soient groupés et légalement représentés.

Voilà pourquoi les terrianistes , d'accord avec les diverses écoles socialistes françaises, sont convaincus de l'impuissance réformatrice du parlementarisme actuel, et disent que demander à nos modernes politiciens de travailler sérieusement à détruire les abus, les monopoles et les iniquités sociales dont ils vivent ou espèrent vivre, c'est leur demander le suicide ;

Que le suffrage universel et le régime représentatif ne seront des vérités que lorsqu'ils seront organisés professionnellement, en prenant pour modèle l'admirable organisation des célèbres communes du moyen-âge, qui accordaient une juste et légitime participation dans les affaires et l'administration locale aux classes laborieuses de la cité, participation directe et effective qu'elles conservèrent pendant trois siècles, jusqu'à l'arrêt du Conseil de 1775 , par lequel le despotisme des derniers Bourbons mit fin aux franchises communales (1).

(1) Voir Ménard, l'historien de la ville de Nîmes , dans lequel on trouvera de nombreux renseignements sur la constitution communale de notre illustre cité, qui ne fut pas une des moins bien

Je termine en faisant connaître les différences qui caractérisent les deux écoles économiques qui font le sujet du présent travail :

« La *vieille économie politique*, comme l'a dit un éminent sociologue, est une bête brute qui n'a en vue que la richesse (1) ; » j'ajouterai : « et sa concentration dans le plus petit nombre de mains possible.

Elle prêche l'individualisme à outrance et a pour principe « laissez faire et laissez passer » (les forts écrasant les faibles) ; — laissez faire et laissez passer » (notre travail et notre argent à l'étranger).

Elle préconise l'intérêt du consommateur devant primer l'intérêt du producteur ; et, à sa suite, les radicaux et les socialistes politiques ont fait crier au peuple : Vive l'intérêt du consommateur ! ce qui équivaut à crier : *Vive les frélons, mort aux abeilles !*

Bref, c'est à l'économie politique que nous devons non seulement notre ruine matérielle, qui peut être réparable, mais notre ruine morale, qui serait irréparable si nous la laissons s'aggraver davantage.

L'Économie sociale est la science qui a pour but l'organisation rationnelle de la société, en y faisant entrer le plus d'égalité et de justice possible. Elle prêche l'altruisme et la solidarité, *le retour à la terre* et à *l'Évangile*, dont l'économie politique nous a tant détournés.

organisées. — Voir aussi mes brochures : les *Inégalités douanières* et *Fumisteries capitales*. Je ne saurais trop engager les jeunes gens qui s'occupent de sociologie à consulter, à ce sujet, les archives de leur ville, et les œuvres de M. de St-Yves.

(1) *Mes Conclusions sociologiques*, par M. le comte de Chambrun.

Elle est, en un mot, la vraie doctrine chrétienne mise en pratique, autant qu'elle puisse humainement l'être.

En résumé, comme je crois l'avoir démontré avec un certain luxe de preuves, le relèvement de l'agriculture et toute réforme restera impossible, ou, quoique votée, avortera — tant que les prêtres de Mercure, de Plutus et du Veau d'or conserveront, aux frais de l'État, le monopole de l'instruction économique de la jeunesse.

EUG. DE MASQUARD.

P.-S. — Au moment de mettre sous presse, nous recevons le compte-rendu de la réunion du *Syndicat général des Sériculteurs grainiers de France*, qui vient d'avoir lieu à Avignon, le 10 juin; nous en extrayons les passages suivants, qui viennent confirmer avec une grande autorité la thèse qu'on vient de lire :

« L'assemblée, consultée sur le texte du vœu de *M. de Masquard* et sur celui émis par la Société d'Agriculture de Vaucluse, qui reproduit l'idée principale du premier, se rallie à ce dernier vœu, ainsi conçu :

Après divers considérants très excellemment motivés, on lit :

« Qu'il importe donc grandement de mettre un terme à cette vulgarisation officielle de doctrines néfastes qui ont déjà fait éprouver des désastres incalculables à l'agriculture et à l'industrie française.

« Par ces motifs, la réunion émet le vœu :

« Que les cours de la vieille économie politique soient immédiatement supprimés, ou, tout au moins, qu'il soit institué des cours, en nombre égal, destinés à défendre le régime économique actuel (encore très imparfait, disent avec raison les considérants), et à propager dans les masses les idées de saine économie politique et sociale. » (L. R.)

Extrait de la REVUE DU MIDI (juillet 1896)

*TOAST prononcé par l'auteur au Banquet en
l'honneur de M. G. Boissier, à Nîmes, le
16 février 1896.*

MESSIEURS,

S'il est une santé qui s'impose partout et toujours, c'est celle de la mère nourricière des nations.

Profitons de la présence parmi nous de notre éminent compatriote pour le charger d'obtenir de l'illustre Assemblée, dont il est le secrétaire perpétuel, qu'elle donne pour sujet, à son prochain concours on a ses constantes préoccupations, la recherche d'un remède capable de sauver la pauvre agonisante que ses propres enfants, les ruraux, abandonnent de plus en plus chaque jour.

Mais me dira M. Boissier, ce n'est pas notre affaire, le rôle de l'Académie est surtout de récompenser la vertu !

A quoi je répondrai, avec Mgr Ireland, prélat américain et socialiste ; pour cultiver la vertu, il faut avoir de quoi dîner. Or, si nous laissons mourrir la vieille mère nourricière, bientôt personne n'aura plus de quoi dîner, personne ne pourra plus cultiver la vertu et l'Académie Française perdra la plus utile de ses attributions.

Sans le relèvement de l'Agriculture qui donnerait du travail et du pain à bien des gens qui en manquent aujourd'hui, aucune réforme n'est possible. Nous voulons supprimer les intermédiaires trop nombreux, diminuer le nombre des fonctionnaires, abolir les octrois, réduire ou supprimer les armées permanentes, etc. De tous ces bras laissés sans emploi. *Qu'en ferons-nous ?*

Le culte exagéré de Mercure nous a donné une société où l'honnête est trop souvent forcé d'agir en coquin pour gagner sa vie ; il faut créer une société où le coquin soit obligé d'être intègre pour vivre. Cette société, nous ne pourrons l'obtenir que par le retour au culte de l'honnête Cérès.

Je bois à l'Académie Française, à M. G. Boissier et à l'Agriculture.

PRINCIPALES PUBLICATIONS DU MÊME AUTEUR :

LES MALADIES DES VERS-A-SOIE et les Moyens de les prévenir..... 1 fr. 75

Médaille d'argent à l'Exposition des insectes (Paris, 4 septembre 1868). — Mention honorable à la Société d'Acclimatation (Paris, 19 février 1869). — Souscription du Ministre de l'Agriculture (6 janvier 1870). — Souscription d'un grand nombre de Sociétés agricoles.

ÉTUDE D'ÉCONOMIE SOCIALE, petits Pamphlets.

1 vol. in-12, 440 pages ; --- l'édition beau papier, 3 fr. 50, chez Fischbacher, Paris ; -- l'édition populaire 2 fr. 50, chez l'auteur.

Honoré de la souscription du Ministre de l'Agriculture, (1891).

LE PROBLÈME RELIGIEUX et ses trois termes, a déjà été publié dans plusieurs journaux en France et reproduit à l'étranger.

Nouvelle édition en préparation.

D^r MARRON

LA MICROBICULTURE ou l'art de devenir millionnaire en élevant des canards scientifiques.

A été traduit en plusieurs langues, a eu une quinzaine d'éditions en France. — Nouvelle édition en préparation.

JÉRÉMIE BONHOMME

FUMISTERIE, Capitales et Capitalistes, épuisé.

A été tiré, en diverses éditions, à plus de 30.000 exemplaires distribués gratuitement, ou envoyés franco aux députés. etc.

LES INÉGALITÉS DOUANIÈRES, leur influence sur la Loi d'airain des Salaires, épuisé.

LES LAMENTATIONS DE JÉRÉMIE BONHOMME sur l'Économystification politique, cause de la ruine matérielle et morale de la France, épuisé.

Nouvelles éditions de ces trois brochures à paraître sous peu.

Pour les œuvres complètes de l'auteur voir sa biographie dans le Dictionnaire biographique des Hommes du Midi ou celui des Membres des Sociétés savantes.